



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Unité territoriale
du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par:

Caroline TAIN

Tél : 03 28 23 81 72

Fax : 03 28 65 59 45

caroline.tain@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION

DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Gravelines, le

08 DEC. 2014

ÉQUIPE : 3

N° S3IC : 070.00564

Type d'établissement : A/PN

- Raison sociale	:	COMILOG FRANCE
- Adresse du siège social	:	33 Avenue du Maine Tour Maine Montparnasse 75755 PARIS Cedex 15
- Adresse de l'établissement	:	Rue Danton 62230 OUTREAU
- Activité	:	Décharge
- Représentant de l'exploitant	:	M. ISSARTEL – Directeur COMILOG France

Sommaire

Annexe

- 1- Objet du rapport
- 2- Présentation de l'installation
- 3- Rappel du fonctionnement hydraulique du site
- 4- Les faits survenus les 7 et 8 novembre 2014
- 5- Réunion en Sous-Préfecture de Boulogne-sur-Mer le 14/11/2014
- 6- Proposition de mesures d'urgence par COMILOG
- 7- Propositions de la DREAL

- 1- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
- 2 – carte de situation du site

1 - Objet du rapport

Le présent rapport fait suite à la survenue d'inondations importantes intervenues sur la commune d'Outreau, au niveau de la rue Danton et des rues en aval, suite au débordement pendant plusieurs heures du bassin tampon situé sur le site de la SAGEP, lors d'épisodes pluvieux les 7 et 8 novembre 2014.

2 - Présentation de l'installation

Le centre de stockage des déchets de MANIHEN reçoit des déchets industriels depuis 1901 environ. Les déchets étaient liés à la fabrication de ferromanganèse carburé jusqu'en 2003 et provenaient également d'une aciérie jusqu'en 1980.

Le centre a été exploité successivement par :

- APO entre 1901 environ et 1978,
- FAO et SFPO entre 1978 et 1984 (gestion commune),
- SFPO devenue COMILOG France depuis 1984.

Il est soumis à autorisation et relève de la rubrique 167-b de la nomenclature des installations classées ; il correspond à une décharge de déchets industriels provenant d'installations classées.

Fin 2007, COMILOG a fourni un dossier de cessation d'activité qui a conduit à l'arrêté préfectoral du 03/11/2008 qui traite des travaux de remise en état du site.

Une visite d'inspection a été réalisée le 10/05/2010. Suite à cette visite, un courrier d'observations en date du 08/07/2010 a été envoyé à l'exploitant. L'exploitant a répondu par courrier du 26/07/2010.

La société COMILOG a déposé un mémoire de fin de travaux constitué de 8 classeurs en Préfecture du Pas-de-Calais le 12/11/2009.

Une nouvelle visite d'inspection a été réalisée le 13/09/13 et a donné lieu à un courrier d'observations avec demande de compléments le 16/10/13.

3 – Rappel du fonctionnement hydraulique du site

Les sites des décharges SAGEP et COMILOG sont accolés et situés en fond d'une cuvette, réceptacle des eaux en provenance d'un ensemble de bassins versants d'une surface d'environ 300 ha.

La surface occupée par le site de la SAGEP est de 8 ha 75 a.

La surface occupée par le site de COMILOG est de 18 ha 59 a.

Dans le cadre du réaménagement final des 2 décharges, des dispositions ont été intégrées dans les arrêtés préfectoraux des sites SAGEP et COMILOG pour une bonne gestion des eaux pluviales recueillies sur les sites. Les ouvrages mis en place doivent être dimensionnés sur la base d'une pluie centennale (203 mm sur 24 h) avec un débit de fuite limité à 2l/ha/s.

Ainsi le système de gestion des eaux pluviales doit être constitué de l'amont vers l'aval par :

- 2 zones tampon situées sur le site COMILOG : l'étang de pêche et l'étang Tassard,
- 1 zone tampon située sur le site de la SAGEP : un bassin tampon étanche.

Ces zones de tamponnement sont reliées entre elles par un cours d'eau non domanial, le Merlier, busé entre l'étang de pêche et l'étang Tassard et mis à l'air libre entre l'étang Tassard et le bassin tampon de la SAGEP. La régulation des débits peut se faire par 2 vannes :

- l'une située chez COMILOG en aval de l'étang de pêche, à l'entrée du busage du Merlier,
- l'autre située chez SAGEP en sortie du bassin tampon.

En sortie de ce bassin tampon, les eaux sont rejetées dans le réseau eaux pluviales de la rue Danton.

4 – Les faits survenus les 7 et 8 novembre 2014

D'après les films et photos en possession de la commune, il apparaît qu'un véritable torrent s'est déversé dans la rue Danton en provenance d'une surverse du bassin tampon de la SAGEP. Le phénomène a duré plusieurs heures.

Des signes de débordement au niveau de l'étang Tassard situé sur le site COMILOG en interface avec le site SAGEP, sont également visibles (clôture détériorée).

L'enrobé de la rue Danton a été gravement détérioré et est à refaire et plusieurs maisons ont subi des dégâts importants (2 m d'eau).

À priori le phénomène a eu lieu à marée basse et en présence d'un phénomène pluvieux inférieur au phénomène pris en référence pour le dimensionnement des ouvrages de tamponnement des eaux sur les sites des anciennes décharges SAGEP et COMILOG (phénomène centennal : 203 mm sur 24 h).

5 – Réunion en Sous-Préfecture de Boulogne-sur-Mer le 14/11/2014

Une réunion a été organisée par Monsieur le Sous-Préfet de Boulogne-sur-Mer sur ces inondations le 14 novembre 2014. Y participaient des représentants de la commune (parmi lesquels Madame le Maire), la DREAL, le Symsageb et les représentants de la SAGEP (M. EL OUAFI) et COMILOG (M. ISSARTEL).

Lors de la réunion, plusieurs questions ont été posées :

- les ouvrages sont-ils correctement dimensionnés ?
- Les ouvrages en place sont-ils curés régulièrement pour assurer le maintien des volumes de tamponnement ?
- Les vannes de régulation de débits des ouvrages sont-elles correctement réglées ?
- Quels sont les facteurs en amont des 2 sites industriels (le site des 2 décharges est le réceptacle des eaux pluviales d'environ 300 ha alentours) ayant pu aggraver la situation ?
Notamment il a été observé que les sillons des champs alentours sont creusés dans le sens de la pente.
- La canalisation située rue Danton est-elle correctement dimensionnée au regard du dimensionnement des ouvrages qui se trouve en amont sur le site des 2 décharges ?

Les élus ont insisté sur l'impossibilité de joindre les exploitants et de pénétrer sur les sites au moment de la crise.

À l'issue de la réunion, il a été convenu des suites suivantes :

- 1) Concertation des 2 industriels pour proposer des solutions d'urgence.
- 2) Proposition par la DREAL d'un arrêté préfectoral complémentaire pour chaque site industriel demandant une analyse de l'évènement à l'échelle de l'ensemble des bassins versants. Les responsables de COMILOG (M. ISSARTEL) et de la SAGEP (M. EL OUAFI) se sont déclarés d'accord pour une étude conjointe. Le prestataire devra être un bureau extérieur, vraisemblablement le BRGM.

6 – Propositions de mesures d'urgence par COMILOG

Par mail à la DREAL en date du 19/11/2014, la société COMILOG a indiqué prendre les mesures d'urgence suivantes :

- communication des coordonnées téléphoniques du gardien du site à la mairie d'Outreau,
- réduction de la section de passage de la vanne à l'aval de l'étang de pêche.

7 – Propositions de la DREAL

- Compte tenu des événements survenus les 7 et 8 novembre 2014 sur le site de COMILOG (débordement de l'étang Tassard),
 - compte tenu de l'importance des dégâts occasionnés à cette occasion à la voie publique et aux habitations riveraines,
 - compte tenu du risque constitué pour la sécurité publique par la survenue de tel événement,
 - compte tenu de la nécessité de prendre des mesures pour éviter le renouvellement d'un tel événement,
- nous proposons à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais d'imposer à la société COMILOG FRANCE, par arrêté complémentaire pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement après avis du CODERST, la réalisation d'une analyse de l'événement survenu les 7 et 8 novembre 2014 par un tiers expert et la mise en œuvre de mesures provisoires permettant de limiter la survenue et les effets d'un tel événement dans l'attente des conclusions définitives de l'étude précitée.

L'exploitant a été consulté sur le projet par courriel du 25/11/2014. Par courriel en date du 01/12/2014 il a indiqué ne pas avoir d'observation.

L'inspecteur de l'Environnement
spécialité Installations classées



Caroline TAIN

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord - Pas-de-Calais - À l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Gravelines, le
Le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral

08 DEC. 2014



David LEFRANC

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais
DAG – BPUP – Section des IC

Lille, le 19 DEC. 2014
Pour la Directrice par intérim et par délégation
L'ingénieur des Mines
Chef du Service Risques



Alexandre DOZIÈRES

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNE D'OUTREAU

SOCIÉTÉ COMILOG FRANCE

ARRÊTÉ IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

ARTICLE 1 : OBJET

La Société COMILOG FRANCE, dont le siège social est situé 33 avenue du Maine – Tour Maine Montparnasse à PARIS (75755) Cedex 15, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site de stockage de déchets situé rue Danton 62230 OUTREAU.

ARTICLE 2 : TIERCE EXPERTISE

L'exploitant fait réaliser par un tiers-expert une analyse de l'accident survenu les 7 et 8 novembre 2014 sur son site (débordement de l'étang Tassard)

Cette analyse qui prend en compte l'ensemble du système hydraulique local (bassins versants, sites des décharges COMILOG et SAGEP, réseau public aval) comprend :

- la description du phénomène (causes, enchaînement des événements, conséquences),
- une expertise des systèmes mis en place localement pour tamponner les événements pluvieux et un avis quant au dimensionnement des ouvrages en place au regard du dimensionnement prévu : événement pluvieux centennal avec débit de fuite 2 l/ha/s,
- les éventuelles améliorations à mettre en place.

Le choix du tiers-expert est soumis à l'approbation de la DREAL.

Cette expertise peut être réalisée en commun avec la société SAGEP.

Le rapport de tierce expertise doit être remis dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 : MESURES D'URGENCE

Dans l'attente des conclusions de la tierce expertise prévue à l'article 2 du présent arrêté et de la mise en place d'éventuelles mesures pérennes, l'exploitant est tenu de mettre en place les mesures suivantes :

3.1 - Gestion des alertes

- Rédaction d'une procédure de gestion de crise en cas d'événements pluvieux importants en cohérence avec l'exploitant du site SAGEP, permettant notamment une gestion coordonnée des vannes de régulation. Cette procédure est diffusée à la commune ainsi qu'aux services de secours.
- Mise à disposition de la commune et des services de secours d'un numéro d'appel d'urgence, joignable 24 h/24 et 7j/7.
- Rendre le site accessible aux secours sous ½ h en cas de besoin.

3.2 - Gestion des débits

En cas de besoin, afin de prévenir le risque de débordement en aval en cas de fortes pluies, l'exploitant régule le débit en sortie de l'étang de pêche en réduisant la section de passage de la vanne.

L'exploitant consigne sur un cahier la position de la vanne avec les dates correspondantes. Ce cahier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

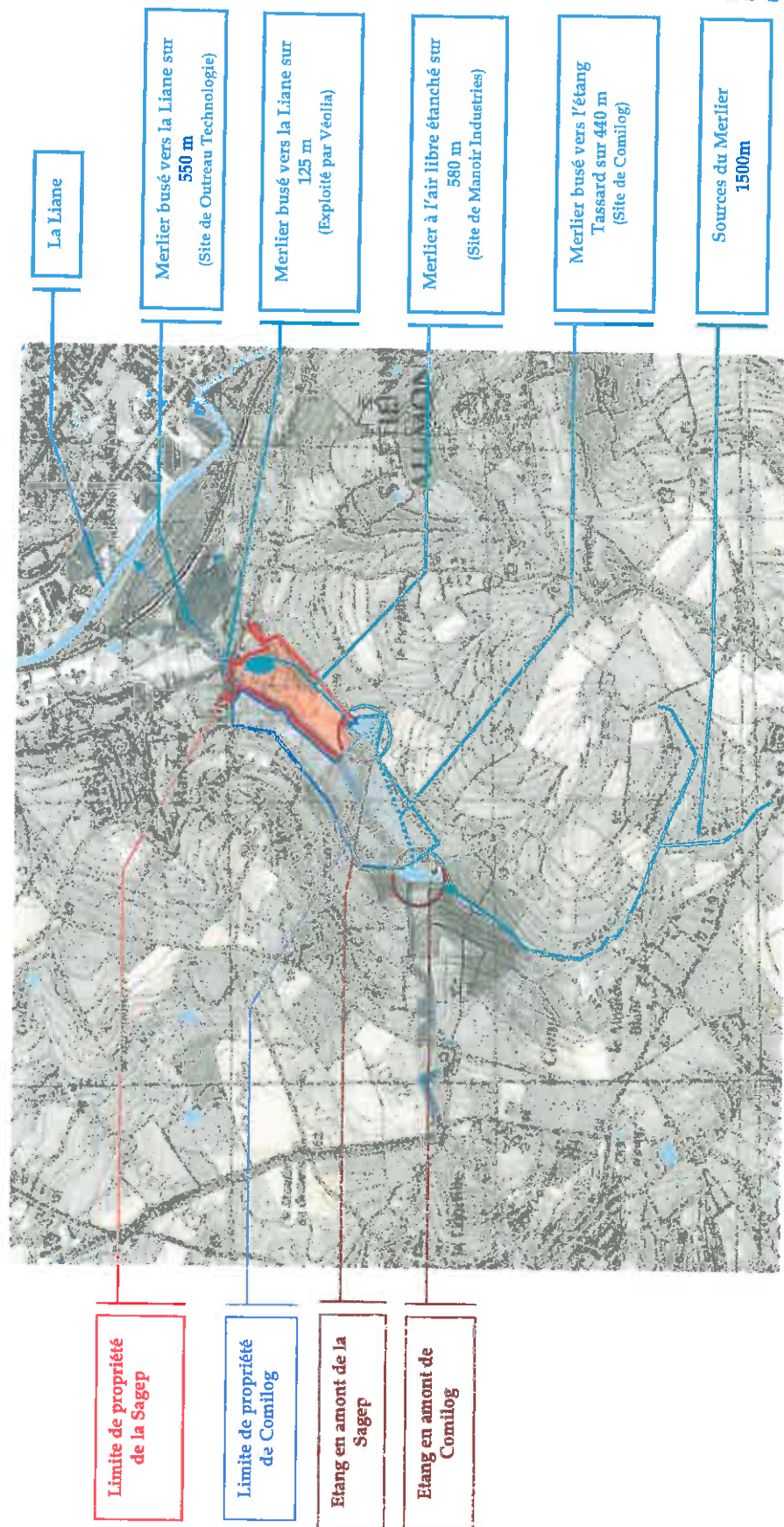


Figure 3 : Bassins versants et tamponnements en présence

